

Le Mucem cultive les récits e

À l'occasion de l'exposition autour de la figure d'Abd el-Kader, cet émir qui mena notamment au XIX^e siècle le combat contre la conquête de l'Algérie par la France, le Mucem dresse jusqu'à samedi « une passerelle » entre ces deux pays. Deux terres dont les relations intimes, tumultueuses et pluriséculaires seront illustrées à travers un certain nombre

de rencontres, projections et concerts. À l'heure où l'on commémore cette année les 60 ans du cessez-le-feu établi par les accords d'Évian, puis de l'indépendance de l'Algérie, cet événement est un temps fort nécessaire à l'écriture et la transmission de l'Histoire et donc à l'apaisement des mémoires.

« Mettre en valeur Abd el-Kader est important »

ENTRETIEN

L'historien Benjamin Stora ouvrira samedi à 14h au Mucem la série de rencontres « Algérie France, vue par », réunissant chercheurs, artistes et citoyens.

La Marseillaise : Quel regard portez-vous sur l'exposition consacrée à Abd el-Kader ?

Benjamin Stora : Je trouve l'initiative très importante, au moment où l'on commémore le 60^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Je me félicite de cette exposition dans la mesure où j'avais préconisé dans mon rapport qu'une stèle soit érigée en l'honneur de l'émir à Amboise, ce qui a été fait. Malheureusement, cette stèle a été vandalisée dès son inauguration. Quelque part, mettre en valeur la grande personnalité d'Abd el-Kader à travers l'exposition du Mucem est une forme de réponse à cette profanation, celle de la connaissance, de la culture et du savoir par rapport à ceux qui prêchent l'ignorance.

Parmi les différentes préconisations de votre rapport, quels sont les points sur lesquels vous constatez une avancée ? Quels sont les grands chantiers qui restent à mener ?

B.S. : Il faut saluer ce qui a été accompli, comme la reconnaissance de l'assassinat d'Ali Boumendjel, le fait d'élargir l'accès aux archives, la construction d'un musée d'histoire de la France et de l'Algérie à Montpellier qui a été actée par la municipalité. On peut ajouter l'hommage rendu aux Algériens tués lors du massacre du 17 octobre 1961, ou celui rendu à l'écrivain algérien Mouloud Feraoun qui avait été assassiné le 15 mars 1962 à Alger. On a ainsi réalisé en un an beaucoup plus de choses que ce qui a été entrepris depuis des années. Néanmoins il reste effectivement beaucoup de chantiers à mettre en œuvre : l'entrée de Gisèle Halimi au Panthéon, qui n'a pas pu aboutir. Il y a eu des oppositions et c'est important que le débat se poursuive. Il y a aussi le débat sur les essais nucléaires en Algérie, qui se sont poursuivis après l'indépendance, pour lesquels il sera

important d'identifier les lieux et d'envisager les voies de réparation par rapport aux victimes civiles et militaires françaises. Je citerais aussi la question des cimetières européens et juifs, dont il faut s'occuper dans la mesure où certains d'entre eux sont dans un état manifeste d'abandon. Il est nécessaire de faire en sorte que les États prennent en charge ces cimetières, où des centaines de milliers de personnes sont enterrées en Algérie et dont il faut s'occuper. Il faut citer aussi la possibilité d'élargir notre connaissance de cette histoire notamment dans les manuels et les programmes scolaires de l'Éducation nationale. Quand j'ai remis ce rapport, beaucoup de gens étaient étonnés que 60 ans après l'indépendance, il y ait encore autant de points pratiques qui fassent discussion.

Comment jugez-vous l'action du président de la République ?

B.S. : Je ne peux pas m'opposer à ce qui a été réalisé, bien entendu. Par ailleurs, je rappelle que mon rapport s'adressait à l'ensemble de la classe politique. Or il n'y a pas eu beaucoup de réponses, à part de la droite et de l'extrême droite, qui se sont opposées, sans surprise, à la plupart des préconisations. L'extrême droite a notamment rejeté la totalité de mes préconisations, au nom d'une conception de la valorisation de la colonisation. L'étonnement est davantage du côté de la gauche française, qui aurait pu se mobiliser davantage sur des aspects très concrets. Ce qui n'a malheureusement pas été le cas. Il y a eu plutôt un silence, hormis l'appui venant du PCF, qui a manifesté un intérêt pour ce rapport. Pourtant, ces



Spécialiste de l'histoire du Maghreb contemporain et de la guerre d'Algérie, Benjamin Stora est l'auteur d'« Une mémoire algérienne », publié en 2020. PHOTO DR

questions intéressent à mon sens beaucoup les jeunes générations en France, notamment issues des immigrations postcoloniales qui y sont très sensibles.

Comment expliquer ce silence ?

B.S. : Il y a plusieurs explications possibles. Il faut que la gauche appréhende son passé colonial et regarde en face ce qui s'est passé durant la guerre d'Algérie. Rappelons que la gauche a été au pouvoir pendant les années 1954-1958, période durant laquelle s'est déroulée la bataille d'Alger. Il y a aussi le fait que cette question est encore jugée secondaire ou accessoire, alors que la question du rapport à l'histoire est centrale car cela permet d'éviter des stéréotypes, des fantasmes et des recons-

tructions imaginaires. Comme le rapport a été commandé par le président de la République, certaines postures politiques ont pu intervenir également contre le gouvernement qui ont peut-être empêché de considérer l'aspect réel, pratique et concret de toutes les mesures proposées.

Les aspirations démocratiques du peuple algérien qui se sont manifestées lors du Hirak pourraient-elles contribuer à faire évoluer la convergence des mémoires entre les deux rives ?

B.S. : Le mouvement démocratique du Hirak en 2019 a mis à l'ordre du jour la nécessité d'un récit véritablement historique, démocratique et pluraliste en Algérie. Mais ce mouvement n'a pas pu poursuivre cette bataille pour différentes raisons, en particulier en raison de la crise sanitaire. Et c'est bien dommage. Les autorités algériennes ont par la suite considéré que mon rapport était exclusivement franco-français et ne se sont pas prononcées sur ce travail. Néanmoins, il ne faudrait pas que les questions mémorielles deviennent un obstacle à un travail en commun entre la France et l'Algérie qui traitent des questions d'économie, d'énergie, de sécurité ou d'immigration. La question mémorielle ne doit pas être l'unique question des rapports franco-algériens.

Entretien réalisé par Benjamin Grinda

Visions de la France et de l'Algérie

À partir de 14h samedi 7 mai, les rapports entre l'Algérie et la France seront interrogés par des intellectuels et artistes, chacun d'eux étant amenés « à partager leurs regards et leurs histoires » sur « la complexité des héritages collectifs et individuels », résume-t-on du côté du Mucem. Après une introduction de l'historien Benjamin Stora, c'est l'historienne Raphaëlle Branche, auteur du remarquable *En guerre(s) pour l'Algérie* compilant des témoignages sur la façon dont « Français et Algériens ordinaires ont vécu » la guerre d'Algérie, qui fera part de son récit. Parmi les autres invités de l'après-midi la romancière Faïza Guène et le chanteur et écrivain Magyd Cherfi. Radio Grenouille enchaînera à 18h avec certains membres de L'Algérie au cœur, collectif d'associations citoyennes (Mrap13, Promemo, Ancrages...) bien décidé à transmettre la mémoire de la guerre d'Algérie.

P.A.